L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 19 JANVIER 1892.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

F. LAUDUMEY & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacie, imprimées et coupées depuis 25c. le mille. 13 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour ses meubles d'occasion, pianos, glaces, comptoirs, vitrines, contenus de résidences. 40 rue Royale. 17 oct—1an

PERDU.

PERDU.—Par une pauvre femme, dimanche matin 17 janvier, dans le parcour du No 13 de la rue Dumaine au Marché Français, un porte monnaie contenant $42.25. Prière de le rapporter, une récompense libérale sera donnée. 19jan—1f

A LOUER

A LOUER.—JARDIN DE BOUDRO, A MILNEBURG, le Pont Metairie.—Vastes terrains et bâtisses nouvellement construites, et tout à fait commodes pour un hôtel-restaurant à tout pique-niques. S'adresser à L. A. CHAPUZET, coin Bourbon et Bienville. 19jan—7f

A VENDRE.

A VENDRE.—Plusieurs beaux chevaux et belles voitures, vus au Nock Pen de l'Illinois Central Railroad, pied de la rue Calliope. 16 jan—3t

DEMANDES.

ON demande pour présentement une suivinière rue Royale 275 13 janv—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Joseph M. W. Foise.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,374.—Division C.—Jas. M. Walsh a présenté une requête à la Cour à l'effet d'obtenir des créanciers de la succession de feu Joseph M. W. Foise, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou prétendent avoir des réclamations contre la succession de feu Joseph M. W. Foise, décédé intestat, que la Cour a ordonné que tous créanciers de la succession de feu Joseph M. W. Foise, décédé intestat, aient à présenter leurs réclamations dûment vérifiées à l'appui, au bureau du greffier de la Cour, dans les trois mois de la date de la présente ordonnance, sous peine de déchéance de leurs réclamations contre la succession de feu Joseph M. W. Foise, décédé intestat.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

10 jan—10 15 19

Succession d'Auguste Villermain.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 35,749—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou pourront avoir contre la demande en homologation du compte final présenté par Gustave Villermain, administrateur de cette succession, et cette succession, si aucune raison valable n'est alléguée dans le délai susdit, sera homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

19jan—19 24 28

Succession de John Mac Culloch.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 33,215—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou pourront avoir contre la demande en homologation du compte final présenté par Joseph Mac Culloch, exécuteur testamentaire de cette succession, et cette succession, si aucune raison valable n'est alléguée dans le délai susdit, sera homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

19jan—8 13 17

Succession de John J. Burkhardt et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 31,375—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou pourront avoir contre la demande en homologation du compte final présenté par Charles Burkhardt, administrateur de cette succession, et cette succession, si aucune raison valable n'est alléguée dans le délai susdit, sera homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

12 jan—12 17 21

Succession de Mme Ellen P. Clohesy.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,635—Division F.—Attendu que Alfred J. Colhesy a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administratrice dans la succession de feu Mme Ellen P. Clohesy, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui ont ou prétendent avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou pourront avoir contre la demande susdite, et si aucune raison valable n'est alléguée dans le délai susdit, lesdites lettres d'administratrice seront accordées à la dite pétitionnaire.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 jan—8 13 17

Succession de James H. Grover.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,635—Division F.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont ou pourront avoir contre la demande en homologation du compte final présenté par John E. Vinet, administrateur de cette succession, et cette succession, si aucune raison valable n'est alléguée dans le délai susdit, sera homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

8 jan—8 13 17

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,733.—Division A.—Henry E. Cannon vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La Cession des biens du patrimoine Henry E. Cannon est par le présent acceptée par la Cour sous la réserve de ses créanciers, il est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O'Hart notaire public, le 22 février 1892, à 11 heures A. M., de sorte que les biens du dit insolvable soient rendus disponibles pour la masse de ses affaires, et qu'il soit ordonné, que la décharge de dette demandée par l'insolvable soit votée, que les dits créanciers déterminent quelle distribution sera faite des actifs et disent quelles provisions, pareille vente sera faite et de sorte que personne autre que ceux qui seront considérés justes et nécessaires et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues. Et il est de plus ordonné que F. B. Thomas, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents de cette affaire.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.

(Signé) H. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

27 déc—30 jan 30 jan—

Brice Scudder vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,028.—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons qu'elle en ont) pour lesquelles le compte final et tableau de distribution présentés par Edouard Courtel, syndic des créanciers de cette affaire, ne seraient pas approuvés et homologués et les fonds d'activités conformément à dit compte et tableau.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

13 jan—13 17 22

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,717.—Division C.—Jas. M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens de James M. Walsh à ses créanciers, en faveur de ceux qui sont reconnus pour tels, soit et est homologuée par la Cour et que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit James M. Walsh soient suspendues. Il est de plus ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Grant-ad, j., notaire en cette cité, au bureau No 18 Commercial Place, le LUNDI, 15me jour de février 1892 commençant à 11 heures A. M., afin d'élire un syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

2 jan—3f au 15 fév

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 19 JANVIER—CLASSE No 114
Tirage de 4 heures P. M.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
24	65	28	32	36	53	70	3	1	49	50	69	—	—	—	

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et jour seulement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature. Ce 18 janvier 1892—4 heures P. M.

J. A. A. ROUSSEAU
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

☞ Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUÉ.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE ORLEANS,

MARDI, 9 FEVRIER 1892.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300,000, sont	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
3 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
300 Lots de	200,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $500, sont		$50,000
100 Lots de $300,		30,000
100 Lots de $200,		20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100, sont	$99,900
999 Lots de $100,	99,900

3,134 Lots se montant à.....$1,034,800

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 55 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAR MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous paierons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresser à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donner l'adresse en plein et faites la signature lisible.

La Cmgrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTES les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tirage, jusqu'à ce que les Tribunaux aient reconnu NOS Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales nous menacent continuellement à retenir toutes lettres DE DENAIRES adressées à Paul Conrad, mais un tel fonctionnaire ne pourrait les lettres ENREGISTRÉES à la dérobée.

Les listes officielles des lots seront envoyées par demande à tous les agents de localités après chaque tirage sur numéro voulu, par Express, sans frais aucune.

ATTENTION.—La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie en opération jusqu'en 1919 serait soumise au vote du peuple de cet Etat à une élection qui aura lieu en avril 1892, ainsi qu'il en a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême décidera si la loterie d'Etat de l'année prochaine, à dater finalement si la loterie cessera ses tirages après le 1er janvier 1895, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1919.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES la Loterie continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour tromper les gens que nous requérons d'exprès semblables que les acheteurs doivent y faire attention, et ne pas donner un insuccès à ceux qui font LES LOTS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'erreur. Ils ne veulent la tromper personne.

CHARTE

DE LA

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans. Ville de la Nlle-Orléans.

QUE L'ON SACHE, que ce dixième jour d'octobre, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt onze, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent quinzième, par devant moi, Joseph H. Taylor, notaire en la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-après nommés et soussignés ont comparu individuellement les différentes personnes dont les noms figurent ci-après, lesquelles déclarent respectivement que, agissant en vertu des dispositions de son de vet Etat, et spécialement de la loi No 86 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année mil huit cent quatre-vingt-huit, approuvé le 29 juin 1886, relative à l'organisation de corporations fondées pour l'exécution de travaux d'utilité publique et d'amélioration, elles se sont associées, et par ces présentes s'associent elles et aellent, conjointement avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation et corps politique en droit à l'effet d'exécuter, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les plans qu'ils se proposent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui de PEOPLE'S SLAUGHTER-HOUSE AND REFRIGERATING COMPANY, elle se perpétuera sous le nom ci-dessus pendant une période de quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir de la date de l'exécution des présentes; elle pourra négocier des contrats, poursuivre en justice et être poursuivie, employer un sceau officiel, qu'il lui sera loisible d'annuler ou de modifier à son gré; détenir, recevoir, affermer, acquérir et posséder des biens meubles ainsi que hypothéquer toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes; emprunter ou prêter de l'argent, et donner et recevoir des titres en garantie; acquérir, détenir et vendre toutes inventions ou brevets qu'elle jugera convenable pour l'exécution de ses plans, nommer et désigner tels administrateurs, directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts et l'exploitation de ladite corporation, établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opérera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane. Les assignations et notifications légales pourront être adressées au président de la corporation. Dans le cas de sa mort, de son absence ou de son incapacité d'agir comme président, le fait d'une ou plusieurs quelconque, les assignations et notifications en deront être adressées au vice président ou au secrétaire

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et la nature des affaires qu'elle doit exploiter sont le payement à la Ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils réfrigérateurs pour la conservation, et le commerce dans l'emmagasinage, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, employer, entretenir, louer, vendre et échanger des bâtiments, machines, et autres propriétés nécessaires, et aux opérations ci-dessus mentionnées, et à faire ce pour l'Etat de la Louisiane, ce dont on pourra avoir besoin, et généralement à faire et exécuter tous actes et choses qui seront nécessaires, utiles ou avantageux pour atteindre le but ci-dessus énoncé, et pour exercer les pouvoirs conférés par la loi ci-dessus citée.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette corporation sera et est ici fixé à trois cent mille dollars, représentés par six cents actions de cinquante dollars, (500) chacune, payables en argent ou en change ou en autres propriétés, droits, privilèges ou services ainsi qu'il est pourvu ci-après. Le pouvoir de mettre et de mettre des actions nouvelles pour l'achat ou en échange de propriétés de toute nature qui, en son opinion, il serait bon ou urgent que la corporation possédât, ou aussi pour faire face à des emprunts nécessaires pour le fonds d'exploitation; ces actions ainsi émises et libérées seront considérées comme du capital pleinement payé et non sujet à un assessement quelconque. Toutes les actions du fonds capital émises et déposées de différentes manières seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chacune d'elle ou dollars et cinquante cents par action devant être payés au moment de la souscription; le reste sera payé en tels époques et en tels sommes que jugeront à telles époques et en telles sommes que jugeront convenable par une résolution du Conseil pourvu qu'aucun échéances ou qu'aucun assessement ne soit fait sur les parts non payées, qu'après de tel assessement ou échéance soit été publié pendant un moins dix jours consécutifs dans un journal quotidien de la Nouvelle-Orléans, et pourvu en outre que le dit paiement ne puisse être exigé avant qu'après l'expiration de dix jours de la date par le Conseil des Directeurs dont la mission sera publié quement annoncée dans un journal quotidien de la Nouvelle-Orléans, pendant 3 jours pris consécutivement.

Tous les certificats d'actions seront signés par le Président ou, en son apprêtant, et par le Secrétaire, et porteront le cachet de la corporation.

Aucune action ne sera transférée excepté sur des livres de la corporation qui seront tenus dans ce but et sur laquelle la cession ou transfert sera inscrite.

Aucun certificat d'action au capital ne sera émis tant que le tout ne sera pas intégralement et payé et ne sera négociable en propriété, ainsi qu'il est pourvu dans cet article.

ARTICLE V.

Aucun actionnaire ne sera jamais tenu responsable des dettes ou obligations de cette corporation au-delà du montant de son dépôt ou de son actionnaire, excepté sur des cas prévus par la loi, et les actionnaires ne seront jamais tenus responsables de l'action ou omission de la corporation ou de ses officiers, et aucune action ne sera tenue contre eux à moins que la corporation ait refusé ou négligé de poursuivre après avoir été requise par écrit de le faire par un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins le dixième des actions émises et non remplies.

ARTICLE VI.

Les pouvoirs de cette corporation seront dévolus à un conseil de Directeurs qui sera composé de neuf personnes qui seront élues le premier lundi de Novembre 1893. Il sera composé de neuf actionnaires, chacun desquels possédera au moins cinq actions du capital social d'une maison de commerce dont il sera l'un des associés, au moins 25 actions du capital, et qui sera versé de ces directions constituera un quorum pour l'expédition des affaires.

Le premier Conseil de Direction de cette corporation se composera de A. J. Forstall, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Triconi. Ils auront pouvoir de remplir toute vacance créée ou tout autres membres pour compléter le Conseil, comme il est pourvu plus haut.

Le second mardi de novembre 1893, et annuellement ensuite, une élection de directeurs aura lieu au bureau de la corporation, après avoir été publiée pendant 10 jours dans le journal de cette ville trois fois ou dix fours; la première publication devant en être faite au moins dix jours avant la date de cette élection.

Les élections se feront par bulletage et sous la surveillance de trois commissaires qui pourront être nommés par le Conseil de Direction désignera à son assemblée précédant immédiatement l'élection. Les commis aires constitueront un bureau de vote. Le Conseil de Direction aura le pouvoir de remplir toute vacance en cas ou un plusieurs des commissaires manqueraient ou négligeraient d'agir. Le vote de toutes les élections ou à l'heure indiquée.

Les Directeurs ainsi élus demeureront en pouvoir jusqu'à ce que leurs successeurs aurront été élus et auront qualifié. Une majorité des voix donnée à une élection quelconque élira. Chaque action donnera droit à un vote, qui dépose à la personne possédant l'action ou ayant une procuration.

ARTICLE VII.

Cet acte d'association pourra être changé, modifié ou altéré avec l'assentiment des trois quarts des actions représentées, et non autrement comme montant de toutes les actions, à toute assemblée régulière des actionnaires de cette corporation convoquée à cet effet dans les dix jours d'avis donnés dans un des journaux de la Nouvelle-Orléans. Les changements qui auront tenu au fonds capital n'exigeront un plus additionnel de quarante jours au préalable, par écrit et envoyé par la poste à chacun des actionnaires.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute ou par toute autre manière, les affaires de cette ne faites seront liquidées sous la surveillance de trois actionnaires qui seront nommés à cet effet à une assemblée générale des actionnaires convoquée trente jours après qu'avis antérieur aura été publié dans un des journaux quotidiens de la ville. Le vote de la majorité en nombre et de majorité du montant de tout le fonds capital. Les dits commissaires restaient en place jusqu'à ce que les affaires de ladite corporation aurgnt été entièrement liquidées; et en cas de mort ou d'incapacité d'un ou de plusieurs commissaires, le survivant ou les survivants continueront à agir.

ARTICLE IX.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection des directeurs ou dans un autre but, aura droit, directement ou par procuration, à un vote en personne ou par procuration, qui pourra que ce stock lui ait appartenu au moins trois mois avant le jour du vote.

ARTICLE X.

Lorsque les actions du fonds-capital de cette corporation seront divisées, elles seront au nom d'une raison sociale, un membre seulement de la dite raison sociale sera éligible comme directeur sur le même fonds-capital, le même électeur.

ARTICLE XI.

Le Board de Directeurs élira par scrutin un Président, un Vice-Président et Secrétaire, et nommera tous les commis et agents, et pourra les remplacer à leur gré, et fixera les appointements de tous les officiers de la Corporation, et le montant de sécurité qui sera requis des dits officiers et agents.

Le dit Board pourra aussi déléguer tels pouvoirs pour la transaction des affaires ordinaires de la compagnie aux comités de leur corporation, de leurs officiers ou agents qu'ils jugeront opportun, et pourra aussi nommer des agents dans et en dehors de l'Etat, sous telles conditions qu'ils jugeront nécessaires et le dit Board aura le pouvoir de faire des règles et règlements, et amender et altérer ceux de lorsque les intérêts de la corporation l'exigeront; et aura aussi le pouvoir de remplir toute vacance qui pourra survenir dans le Board de Direction. Telles vacances pouvant être déclarées par le Board de Direction, pour cause de mort, de démission, pour le manque d'actions requis, pour insolvabilité, ou absence sans permission pendant trois mois.

Les dites vacances pouvant être remplies par les directeurs, même si le Board est réduit à moins de sept directeurs.

ARTICLE XII.

Cette corporation commencera les affaires dès que cinquante mille piastres de fonds capital de la corporation auront été souscrites ou vendues ou échangées pour propriété.

Tant et passé à mon bureau, dans la ville susdite, le jour, mois et année susdits, en présence de Chas G. Rebentisch et James B. Rosser, Jr. témoins requis, qui ont signé leurs noms avec les dites parties et moi, notaire, après que lecture du tout ait été faite.

(Original signé.)

A. J. FORSTALL,	PIERRE LANAUX,
JOHN W. WESTER. FIELD	E. TRICOU,
S. VIDALAT.	H. L. TAYLOR.
J. B. ROSSER Jr.	C. G. REBENTISCH.

J. D. TAYLOR, Notaire public.

Je consigné, aujourd'hui, aux archives

dans et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifié par le présent que l'acte ci-dessus d'incorporation du People's Slaughter-House and Refrigerating Co. a été ce jour dûment enregistré sous mon bureau dans le livre 444, folio 401.

(Signé) GEO. GUINAULT.
Nouvelle-Orléans, 10 octobre 1891.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans. Ville de la Nlle-Orléans.

Je, Joseph Dewey Taylor, notaire public dans et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, certifie par le présent que l'acte ci-dessus est une copie fidèle et exacte de l'acte primitif d'incorporation du People's Slaughter House and Refrigerating Company, et du certificat de l'Annateur des Hypothèques pour la paroisse d'Orléans attaché et enregistré dans les archives de mon notariat.

En témoignage de quoi, j'ai apposé ma signature et mon sceau de notaire dans la ville de la Nouvelle-Orléans, paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, ce dixième jour d'octobre, année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt onze.

Signé J. D. TAYLOR
Notaire Public.
12 oct—6 f au 30

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,704—Division B.

Dans l'affaire de Charles Weiss, demandant une monition.

ATTENDU que Charles Weiss a, le 10 juillet 1890, par un acte pardevant Ernest Commagères, notaire, vendu à Mme Louise Schreiber, F. G. Schreiber, Mme Pauline Schreiber, femme de Martin Mithas, Mary Elizabeth Schreiber, femme de F. J. Dorsey, Adolphe Schreiber, John Schreiber, Louisiana Schreiber et Louis E. Schreiber, la propriété décrite ci-après.

Laquelle vente contient la reconnaissance de l'adjudication faite au dit Charles Weiss à l'enchère publique le 26 juin 1880 par J. J. Roxy, encan-teur, de la propriété décrite dans le dit acte de vente, et en vertu de laquelle un certificat d'adjudication au nom de celui qui transfert dit certificat.

Aucun certificat d'action au capital ne sera émis tant que le tout ne sera pas intégralement et payé et ne sera négociable en propriété, ainsi qu'il est pourvu dans cet article.

ARTICLE V.

Aucun actionnaire ne sera jamais tenu responsable des dettes ou obligations de cette corporation au-delà du montant de son dépôt ou de son actionnaire, excepté sur des cas prévus par la loi, et les actionnaires ne seront jamais tenus responsables de l'action ou omission de la corporation ou de ses officiers, et aucune action ne sera tenue contre eux à moins que la corporation ait refusé ou négligé de poursuivre après avoir été requise par écrit de le faire par un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins le dixième des actions émises et non remplies.

ARTICLE VI.

Les pouvoirs de cette corporation seront dévolus à un conseil de Directeurs qui sera composé de neuf personnes qui seront élues le premier lundi de Novembre 1893. Il sera composé de neuf actionnaires, chacun desquels possédera au moins cinq actions du capital social d'une maison de commerce dont il sera l'un des associés, au moins 25 actions du capital, et qui sera versé de ces directions constituera un quorum pour l'expédition des affaires.

Le premier Conseil de Direction de cette corporation se composera de A. J. Forstall, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Triconi. Ils auront pouvoir de remplir toute vacance créée ou tout autres membres pour compléter le Conseil, comme il est pourvu plus haut.

Le second mardi de novembre 1893, et annuellement ensuite, une élection de directeurs aura lieu au bureau de la corporation, après avoir été publiée pendant 10 jours dans le journal de cette ville trois fois ou dix fours; la première publication devant en être fait au moins dix jours avant la date de cette élection.

Les élections se feront par bulletage et sous la surveillance de trois commissaires qui pourront être nommés par le Conseil de Direction désignera à son assemblée précédant immédiatement l'élection. Les commis aires constitueront un bureau de vote. Le Conseil de Direction aura le pouvoir de remplir toute vacance en cas ou un plusieurs des commissaires manquaient ou négligeraient d'agir. Le vote de toutes les élections ou à l'heure indiquée.

Les Directeurs ainsi élus demeureront en pouvoir jusqu'à ce que leurs successeurs aurront été élus et auront qualifié. Une majorité des voix donnée à une élection quelconque élira. Chaque action donnera droit à un vote, qui dépose à la personne possédant l'action ou ayant une procuration.

ARTICLE VII.

Cet acte d'association pourra être changé, modifié ou altéré avec l'assentiment des trois quarts des actions représentées, et non autrement comme montant de toutes les actions, à toute assemblée régulière des actionnaires de cette corporation convoquée à cet effet dans les dix jours d'avis donnés dans un des journaux de la Nouvelle-Orléans. Les changements qui auront trait au fonds capital n'exigeront un plus additionnel de quarante jours au préalable, par écrit et envoyé par la poste à chacun des actionnaires.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute ou par toute autre manière, les affaires de cette ne faites seront liquidées sous la surveillance de trois actionnaires qui seront nommés à cet effet à une assemblée générale des actionnaires convoquée trente jours après qu'avis antérieur aura été publié dans un des journaux quotidiens de la ville. Le vote de la majorité en nombre et de majorité du montant de tout le fonds capital. Les dits commissaires restaient en place jusqu'à ce que les affaires de ladite corporation auront été entièrement liquidées; et en cas de mort ou d'incapacité d'un ou de plusieurs commissaires, le survivant ou les survivants continueront à agir.

ARTICLE IX.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection des directeurs ou dans un autre but, aura droit, directement ou par procuration, à un vote en personne ou par procuration, qui pourra que ce stock lui ait appartenu au moins trois mois avant le jour du vote.

ARTICLE X.

Lorsque les actions du fonds-capital de cette corporation seront divisées, elles seront au nom d'une raison sociale, un membre seulement de la dite raison sociale sera éligible comme directeur sur le même fonds-capital, le même électeur.

ARTICLE XI.

Le Board de Directeurs élira par scrutin un Président, un Vice-Président et Secrétaire, et nommera tous les commis et agents, et pourra les remplacer à leur gré, et fixera les appointements de tous les officiers de la Corporation, et le montant de sécurité qui sera requis des dits officiers et agents.

Le dit Board pourra aussi déléguer tels pouvoirs pour la transaction des affaires ordinaires de la compagnie aux comités de leur corporation, de leurs officiers ou agents qu'ils jugeront opportun, et pourra aussi nommer des agents dans et en dehors de l'Etat, sous telles conditions qu'ils jugeront nécessaires et le dit Board aura le pouvoir de faire des règles et règlements, et amender et altérer ceux de lorsque les intérêts de la corporation l'exigeront; et aura aussi le pouvoir de remplir toute vacance qui pourra survenir dans le Board de Direction. Telles vacances pouvant être déclarées par le Board de Direction, pour cause de mort, de démission, pour le manque d'actions requis, pour insolvabilité, ou absence sans permission pendant trois mois.

Les dites vacances pouvant être remplies par les directeurs, même si le Board est réduit à moins de sept directeurs.

ARTICLE XII.

Cette corporation commencera les affaires dès que cinquante mille piastres de fonds capital de la corporation auront été souscrites ou vendues ou échangées pour propriété.

Tout comptant qui fera connaître se devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la mé daille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 725.

A. BALDWIN, President.
WM. PALFREY, Calsier.
SIGMUND KATZ, Vice-Président.
D. G. BALDWIN Asst. Calsier.

Nouvelle-Orléans, 10 octobre 1891.

Certifié conforme,
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

21 sept—

Athénée Louisianais.

Nous donnons ci-dessous le programme du concours pour l'année 1891.

Les dispositions adoptées l'année dernière, pour rendre aux concurrents la tâche plus attrayante et plus facile, restent les mêmes :

Liberté entière est laissée à chacun d'en choisir le sujet qui lui sera plaira.

Les concours annuels de l'Athénée se recommandent d'eux-mêmes aux sympathies de notre population ; la médaille décernée par cette Société est un titre toujours honorable, souvent utile dans la vie pratique.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, comprenant l'une les hommes, l'autre les femmes.

Chaque concurrent de l'une ou l'autre classe traitera un sujet de son choix.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à prendre part au concours.

Le concours est ouvert du 20 juin 1891 au 31 janvier 1892.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le lerfévrier; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier réglé, avec une marge, et renfermés sur le *recto et les lignes* ; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Chaque devise d'homme, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule H ; chaque devise de dame, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule F.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre *seulement* les enveloppes de ceux des concurrents qui ont mérité les médailles, pour s'assurer qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout comptant qui fera connaître se devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 725.

Concours littéraire de 1891.

Nous donnons ci-dessous le programme du concours pour l'année 1891.

Les dispositions adoptées l'année dernière, pour rendre aux concurrents la tâche plus attrayante et plus facile, restent les mêmes :

Liberté entière est laissée à chacun d'en choisir le sujet qui lui sera plaira.

Les concours annuels de l'Athénée se recommandent d'eux-mêmes aux sympathies de notre population ; la médaille décernée par cette Société est un titre toujours honorable, souvent utile dans la vie pratique.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, comprenant l'une les hommes, l'autre les femmes.

Chaque concurrent de l'une ou l'autre classe traitera un sujet de son choix.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à prendre part au concours.

Le concours est ouvert du 20 juin 1891 au 31 janvier 1892.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le lerfévrier; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier réglé, avec une marge, et renfermés sur le *recto et les lignes* ; ils ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Chaque devise d'homme, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule H ; chaque devise de dame, écrite sur la première page, sera accompagnée de la majuscule F.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre *seulement* les enveloppes de ceux des concurrents qui ont mérité les médailles, pour s'assurer qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les devises des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout comptant qui fera connaître se devise, sera mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 725.

LE FRANCO-LOUISIANAIS,

JOURNAL HEBDOMADAIRE

PARAISSANT LE SAMEDI.

Spécialement dévoué aux intérêts des populations françaises de la Louisiane et du Sud-Ouest des Etats-Unis.

Abonnement : $2 50 par an.

Propriétaire-Editeur : LE CLUB DE LA DÉMOC